TL4285

A Paz é Possível
em Timor-Leste

Monsieur Tosevsky
Président du Groupe de Travail
sur les Disparitions involontaires
Palais des Nations Unies
Genève

Monsieur le Président,

La violation des droits de l'homme et en particulier la question des disparitions involontaires n'est pas une nouveauté au Timor Oriental, territoire non-autonome occupé par l'Indonésie depuis 1975.

Les efforts des Nations-Unies, notamment les résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale de 1975 à 1982, celles de la Commission et de la Sous-commission des Droits de l'Homme depuis, n'ont porté des fruits que très insuffisants.
Il y a heureusement une conscience accrue de cette situation depuis quelques années: l'élection du nouveau Secrétaire général, la nomination d'un représentant spécial pour la question de Timor, les modifications apportées dans la forme des conversations entre le Portugal et l'Indonésie sous les auspices du Secrétaire général, le travail suivi de la Commission des droits de l'Homme sur ce sujet depuis 1992 (2 résolutions et 4 déclarations de consensus), l'attribution du Nobel de la Paix 1996... donnent un nouvel élan qu'il est urgent de profiter en vue d'une solution qui n'a que trop traîné.

Nous nous permettons, Monsieur le Président, de vous envoyer quelques notes sur le thème des Disparitions involontaires, thème directement lié au travail du Groupe auquel vous présidez, espérant par là apporter une petite contribution à cet important travail. Nous regrettons de ne pas pouvoir être plus précis dans les cas rapportés, les obstacles mis par l'Indonésie au recueil et à la transmission de ce genre d'informations en sont la principale raison. Nous joignons à ce document un rapport sur le cas particulier des évènements de l'hôtel Mahkota le 23 mars, lors de la visite de M. Jamsheed Marker, représentant du Secrétaire général sur la question de Timor, qui est un des cas les mieux documenté.

Il nous semble indispensable que les Rapporteurs Spéciaux et les Groupes de Travail de la Commission des Droits de l'Homme augmentent leurs efforts pour visiter le Timor Oriental, qu'ils adressent au Gouvernement indonésien des demandes dans ce sens et qu'ils rendent publics les refus ou les atermoiements du Gouvernement si tel est le cas.

Ces visites sont essentielles pour une meilleure connaissance et sensibilisation à la question mais seule une présence continue de représentants de l'ONU, peut-être sous la forme d'un Centre des Droits de l'Homme établi au Timor Oriental et jouissant de totale liberté de mouvement, pourrait à notre avis apporter une réelle amélioration à la situation. Les efforts de M. Ayala Lasso dans ce sens ont conduit à une "déclaration d'intention" du Gouvernement indonésien qui, malgré son caractère réducteur, n'a pas été traduite dans les faits par l'Indonésie. Nous pensons que cette présence des Nations Unies au Timor Oriental devrait constituer un objectif prioritaire de tous ceux qui luttent pour soulager les souffrances du peuple timorais.
Nous vous remercions de votre attention

A Paz é Possível em Timor-Leste

Jean-Pierre Catry

annexe 1: Contribution
annexe 2: Manifestation de l'Hôtel Makhota

Lisbonne, 26 novembre 1997

A Paz é Possível em Timor-Leste
Rua de Campolide, 215 - 4D - 1070 Lisboa - Portugal * Tel/fax 351 - 01 - 386 20 88

A Paz é Possível
em Timor-Leste

Contribution à l'analyse de la situation des Disparitions Involontaires au Timor Oriental.

Sources d'informations.

Les informations sur les violations des droits de l'homme au Timor Oriental qui nous parviennent reflètent l'extrême difficulté rencontrée par ceux qui, au risque de leur propre vie, essayent de recueillir ce genre d'informations. Ces difficultés ont encore augmenté depuis la fin du mois de mai, lorsque la résistance timoraise a attaqué des objectifs militaires dans quelques villes, donnant aux militaires indonésiens un excellent prétexte pour effectuer des arrestations dans les milieux suspects de sympathies avec cette résistance. Plusieurs des personnes arrêtées étaient, de fait, des personnes importantes dans le réseau d'information parce qu'elles avaient accès à des appareils de "fax".

Amnesty International, Asia Watch et East Timor Human Right Center ont rapporté un certain nombre de disparitions forcées ou involontaires, au contact de réfugiés timorais résidants au Portugal et par les informations de l'intérieur qui parviennnent à l'Association des Ex-Prisonniers Politiques de Timor-Leste, nous avons recueilli d'autres informations sur ce propos. Avant d'en établir la liste nous jugeons utile de faire quelques observations générales:

Les cas de violation des Droits de l'Homme n'ont pas diminué au Timor Oriental après l'attribution du Prix Nobel de la Paix 1996 à Mgr Belo et à M José Ramos-Horta. Il semble même que les forces militaires indonésiennes aient, une fois encore, accéléré tant les opérations militaires contre la résistance armée que les opérations de démantèlement des réseaux de résistance civile, comme si elles avaient l'espoir qu'en réduisant les timorais au silence elles feraient taire toutes les voix qui s'élèvent hors de Timor pour demander une solution juste et internationalement acceptable.

La difficulté de recueillir ce type d'information sur place et aussi celle de transmettre à l'extérieur les informations recueillies rendent presque impossible de suivre les cas de disparitions signalés. Vu les risques que courent tous ceux qui recueillent ou transmettent des informations sur les violations des droits de l'homme à Timor, ceux qui acceptent de courir ces risques pour communiquer une disparition ne répètent généralement pas cette performance pour signaler la re-apparition d'un disparu. Le Groupe de Travail sur les disparitions devrait exiger au Gouvernement indonésien l'autorisation de se rendre sur place pour vérifier les informations recueillies qui sont certainement très fragmentaires.

C'est le cas sans doute pour les évènements qui ont accompagné la visite du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. Jamsheed Marker, le 23 mars dernier. 75 participants à cette manifestation nous ont été signalés comme ayant disparu. Il est très probable qu'une partie d'entre-eux ont disparu durant un certain temps par leur propre volonté pour échapper aux poursuites des militaires et des polices qui cherchaient à arrêter ces manifestants. Mais plusieurs sont signalés comme disparus après leur capture par les militaires ou la police. 12 de ceux qui avaient été signalés comme disparus ont, plus tard, été présentés aux tribunaux, ce sont les seuls pour lesquels nous savons sans doute possible que la disparition, passagère, fut due aux forces militaires ou militarisées indonésiennes. Il est toutefois impossible d'affirmer que ces 12 personnes sont les seules qui ont disparu par l'action des forces armées. Malgré le grand nombre de manifestants identifiés comme blessés, disparus, arrêtés (148 en tout), 9 des 33 personnes traduites en justice pour cet évènement ne faisaient pas partie de cette longue liste; si l'on ajoute à ce fait que trois employés timorais de l'hôtel sont aussi présentés aux tribunaux - non pour participation à la manifestation mais pour avoir transmis des informations - ce cas est un bon exemple des difficultés qui empêchent une information plus précise.

La liste suivante mentionne donc les cas de disparitions clairement signalés par les documents obtenus, mais cette mention peut tout aussi bien signifier une véritable disparition, après recherches et démarches auprès des autorités, ou une simple ignorance passagère du local de détention.

4 janvier 1997, Mau Ubu, Poste de Hatolia, District de Ermera
Vers minuit des militaires indonésiens 'Rajawali' ont capturé un jeune homme appelé **Calisto Lourenço Soares**, 28 ans, fils de Mau Bere et de Beliho, résidant dans le RT-1 RK-3. Le 28 janvier, date de l'information, la famille était toujours sans nouvelles de lui.

8 janvier 1997, Aitaha, Poste de Fatuberliu, District de Suai
Pedro Henrique, 25 ans, était arrêté par les militaires indonésiens 'Nanggalas' et brutalement battu par leur commandant appelé Jusmito. Il était accusé d'avoir des liaisons à la résistance armée timoraise. Le 28 janvier, date de l'information, on était toujours sans nouvelles de lui.

11 janvier 1997, Dili
À la suite d'une attaque de militaires, policiers et groupes para-militaires nommés 'Gardapaksi' on était informé de la disparition de plus de 100 jeunes timorais. Une information postérieure indiquait que 45 d'entre-eux s'étaient réfugiés au collège de Dare tenu par des religieux.

26 janvier 1997, Dili
Nuno Lopes, 18 ans, fils de Afonso Lopes, habitant dans le quartier nommé 'Bairro Pité', fut capturé vers trois heures de l'après-midi dans le quartier de 'Vila Verde' par la police et il a disparu. Des membres de la police d'information 'Intelligence' avaient déjà envahi sa résidence quelques jours plus tôt mais sans réussir alors à le capturer.

février 1997, Iliomar, District de Lospalos
Fernando Nunes, arrêté par des éléments indonésiens du Bataillon 'Rajawali' et des timorais recrutés par l'armée indonésienne pour faire partie de 'Team Alfa'. Disparu après son arrestation.

6 février 1997, Buicarin, District de Viqueque
Francisco Rangel, 23 ans, agriculteur, fils de Afonso Rangel et de Cristina Soares, arrêté par des militaires indonésiens du Bataillon 'Rajawali' il aurait réussi à fuir aux militaires mais on ignore où il se trouve.

8 février 1997, Uatolari, District de Viqueque
Aleixo Carvalho, 24 ans, agriculteur, fils de Evaristo X et de Maria Ximenes, arrêté par des militaires indonésiens, il aurait réussi à fuir aux militaires mais on ignore où il se trouve.

23 mars 1997, Hôtel Makhota, Dili, District de Dili
86 disparus. à la suite de la répression d'une manifestation auprès de l'hôtel Makhota lors de la visite du représentant du Secrétaire général do l'ONU, M. Jamsheed Marker, et à laquelle auraient participé environ 250 jeunes timorais, 86 d'entre-eux furent portés disparus. (voir le rapport annexe sur les circonstances de cette action à l'hôtel Makhota).

4 avril 1997, Luca, District de Viqueque
Julio Gomes, 18 ans, employé de l'hôtel 'Villa Harmonia' à Dili. Arrêté par des militaires indonésiens du Bataillon 'Rajawali' et par deux membres de l'organisation 'Gardapaksi' nommés Marcelino de Jesus et Antonio Vicente. Emmené vers une destination inconnue. Sa famille a demandé au siège "Intel" (police d'information) où il se trouverait mais n'a pas obtenu de réponse.

21 avril 1997, Quintal Bot, Dili, District de Dili
Edison Marçal Dias Freitas, 27 ans, habitant du quartier de Quintal Bot à Dili, fils de Gamunoco et de Maria Candida de Sousa Ximenes Fatima, timorais intégré dans les forces militaires indonésiennes, a été arrêté par des militaires indonésiens auprès du marché de Quintal Bot vers 16h30. Il était suspect d'avoir participé à la manifestation d'accueil de l'évêque Mgr Belo le 24 décembre 1996, lorsque celui-ci rentrait d'Oslo où il avait reçu le Prix Nobel de la Paix. Il a disparu.

15 mai 1997, Vemasse District de Baucau
João Aparicio Guterres, 28 ans, employé de l'hôtel 'Villa Harmonia' à Dili. Arrêté par des militaires indonésiens 'Kopassus' entre Vemasse et Laleia et emmené au siège du Bataillon 'Kopassus' à Baucau. Le 17 mai vers 17h. il fut emporté en hélicoptère militaire vers une destination inconnue. Des informations postérieures indiquaient qu'il serait détenu au siège du 'Bataillon 744' à Dili. Une autre information contradictoire dit qu'il fut arrêté à Dili et emmené à Baucau. Il est considéré comme disparu.

29 mai 1997, Laga, District de Baucau
Salvador Belo,
Cipriano Belo,
Saul Belo,
Pantaleão Belo, auraient été capturés et auraient disparu dans des circonstances non précisées.

5 juin 1997, Serelau, Moro, District de Baucau
Francisco Pereira et **Lucia Vieira**, mari et femme, ont été arrêtés par des militaires du 'Team Alfa' et Bataillon 'Rajawalis' et emmenés au Commandement militaire du District de Lospalos où tous deux auraient été torturés. Ils auraient été suspectés d'avoir incendié un véhicule de la Brigade Mobile 'Brimob'. Ils sont portés disparus.

9 juin 1997, Caibada, District de Baucau
José Antônio Belo, 24 ans, ex-prisonnier politique, il a été de nouveau arrêté le 9 juin.Il a porté disparu.

Le même jour à Quelicai, District de Baucau
Felisberto Belo, 23 ans,
Jeronimo Sarmento, 22 ans,
Julio Belo, 25 ans,
Francisco de Fatima Belo, 27 ans, ont été arrêtés dans des crconstances non-précisées et ont disparu.

15 juin 1997, Lisapat, Poste de Hatolia, District de Ermera
13 habitants de Lisapat dont deux femmes ont été arrêtés par les militaires indonésiens et emmenés vers une destination inconnue. Tous les efforts des familles pour les visiter ou pour savoir où ils avaient été emmenés ont été vains.
Gabriel Trindade, 24 ans, célibataire, fonctionnaire de l'administration locale,
Manuel do Ceu Mendes, 37 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Marcelino dos Santos, 26 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Francisco, 26 ans, célibataire, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Alberto dos Santos, 26 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Miguel Lekimin, 38 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Antonieta Mendes, femme, 26 ans, célibataire, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Odete Araujo, femme, 24 ans, mariée, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Florindo, 61 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Adolfo Martins, 27 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Antonio Soares Babo, 27 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
Paulo Soares, 28 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1
João Martins, 48 ans, marié, agriculteur, résidant à Lisapat, RT1, RW1

2 juillet 1997, Wadaboru, Poste de Quelicai, District de Baucau
Les militaires indonésiens 'Kopassus', Bataillon Territorial 312' et 'Team Saka' ont encerclé uns habitation à laquelle ils ont mis le feu. Un des occupants est mort dans l'incendie de la maison et son cadavre a été brûlé, 13 autres se sont échappés mais ont été capturés, deux d'entre-eux avaient souffert des brûlures de l'incendie. Ils ont été emmenés au commandement militaire (Koramil) de Quelicai où ils furent torturés. De là, ils furent transportés dans un véhicule militaire au Kodim de Baucau. 5 d'entre-eux ont ensuite disparu. Les forces aarmées indonésiennes les accusèrent d'avoir participé à une attaque contre un poste de la police:
Lucas Gaio, 63 ans, blessé par brûlures dans l'incendie,
Celestino Ximenes, 20 ans,
Januario Ximenes, 24 ans,
Amaro Ximenes, 19 ans,
Luciano Ximenes, 25 ans,
Cesario Marçal Freitas, 29 ans,
Virgilio Ximenes, 23 ans,
Domingos Savio Ximenes, 19 ans,
Guilherme Moreira, 35 ans,
une autre source identifie comme disparus: **Marcos Pereira,** 23 ans,
Felix Freitas, 27 ans,
Gregorio Ximenes, 25 ans,
Domingos Ximenes, 24 ans,

Leopoldino Ximenes, 20 ans.
9 juillet 1997, Dili, District de Dili
José Manuel Fernandes, 38 ans, capturé dans la maison de ses parents par des militaires indonésiens qui le recherchaient. Il a disparu. José Manuel avait déjà été arrêté et torturé de nombreuses fois.

Le même jour à Dili, District de Dili
André Ximenes, 36 ans, résidant dans le quartier 'Bidau'
Marcelino,
Domingos da Costa, 39 ans,
arrêtés par des membres de la police et de l'armée, les deux derniers ont réussi à s'échapper après l'arrestation, mais tous les trois ont disparu.

Le même jour encore à Laculela/Guruca, Poste de Quelicai, District de Baucau
Manuel Gaio (1), 30 ans,
Manuel Gaio (2), 27 ans,
tous les deux arrêtés à leurs domiciles par des militaires indonésiens du Bataillon 'Rajawali' et des éléments du 'Team Saka', ils ont été portés disparus.

12 juillet 1997, Defadae, Posto de Quelicai, District de Baucau
Santina Moreira Belo, 22 ans, elle fut arrêtée, alors qu'elle était accompagnée de son bébé âgé de moins d'un an, par des militaires indonésiens 'Kopassus', des policiers et des éléments du 'Team Saka'. Emmenée vers une destination inconnue et conssidérée comme disparue.

22 août 1997, Dili, District de Dili
Gregorio Sarmento, 25 ans, étudiant de l'Université de Dili. Originaire de Colmera et résidant à Betó. Après son arrestation il fut détenu au commandement de la police régional 'Polwil' mais disparut ensuite.
Ont disparu aussi **Eduardo Sousa Pereira**, 28 ans, et **Luis Lourdes**, 26 ans. Tous les deux originaires de Builua/Ossorua, Poste de Ossu, District de Viqueque, arrêtés à Dili ils ont disparu.

25 août 1997, Mau-Ubu/Lisapat, Posto de Hatolia, District de Ermera
2 disparus non-identifiés, 3 timorais membres de la résistance armée ont été arrêtés. L'un d'eux fut aussitôt fusillé et les deux autres ont disparu.

17 septembre 1997, Gleno, District de Ermera
Julio Soares da Silva, 27 ans, marié, employé de la banque Pembangunan Daerah em Ermera. Quatre hommes non-identifiés mais probablement des militaires des services de renseignements 'Intel' arrivèrent en voiture à sa résidence et l'emmenèrent sans explications. Sa femme Alexxandrina Martins a déclaré au journal 'Kompas' que tous ses efforts pour le localiser ont été vains. L'antenne à Dili de la Commission Nationale Indonésienne pour les Droits de l'Homme développerait elle aussi des efforts pour sa localisation.

13 octobre 1997, Olo-Bai, District de Viqueque
Des militaires comandos bérêts-rouges détachés à Viqueque auraient encerclé le village deOlo-Bai et commencé à mitrailler sans discrimination les habitants. Beaucoup auraient fui et d'autres auraient été capturés, entre ces derniers un jeune homme nommé **Alvaro,** 18 ans, originaire de Irabin, Poste de Uatulari, aurait disparu depuis.

La Paix est Possible au Timor Oriental
Jean Pierre Catry

Lisbonne, 26 novembre 1997